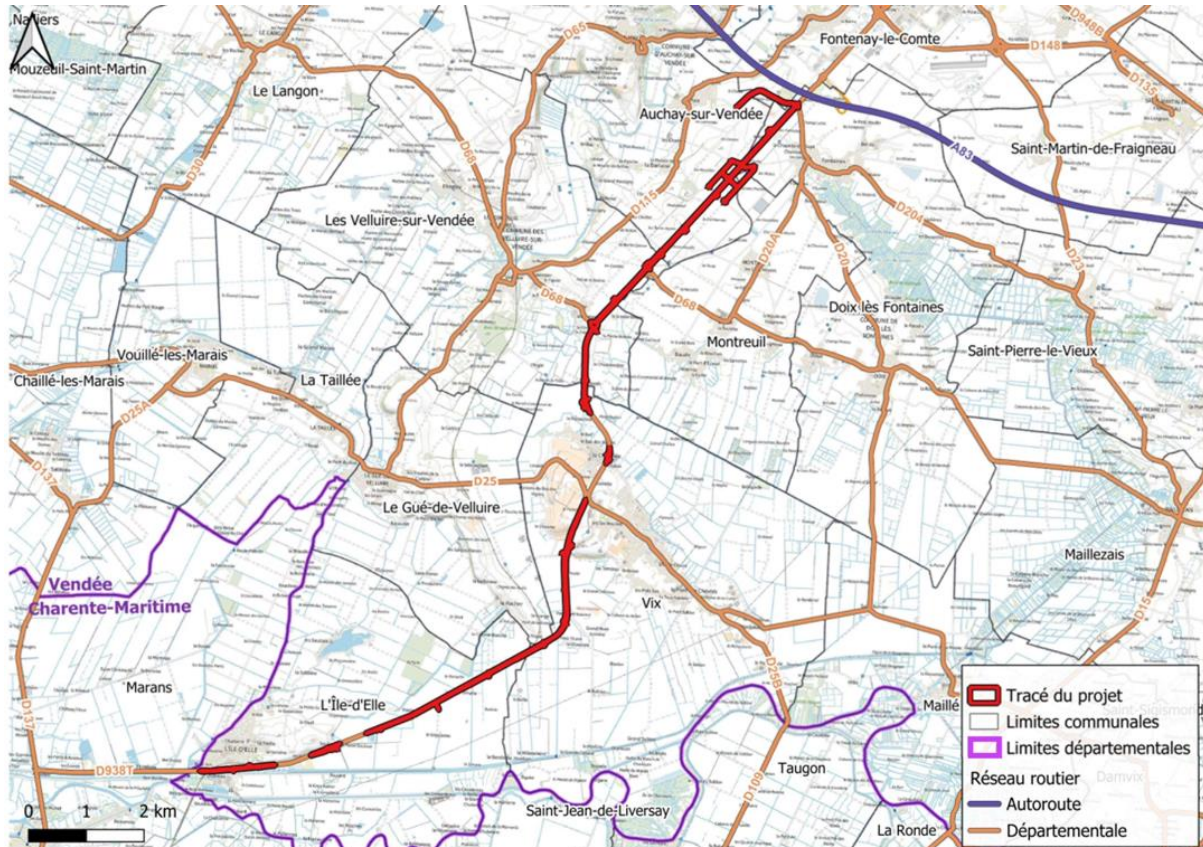


REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA VENDEE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VENDEE



ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Relative au projet d'aménagement de la route départementale 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et le département de Charente-Maritime, incluant la demande d'autorisation environnementale, l'utilité publique des travaux d'aménagement, la mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-Le-Comte, de Veuillé, de Vix, et de l'Île d'Elle, du classement et déclassement des voiries concernées par l'opération, la demande de dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés.

Réalisée du 26 janvier au 25 février 2026

Conclusions motivées et avis de la commission d'enquête relatifs à la demande de dérogation relative aux espèces et aux habitats protégés.

Commission d'enquête composée de :

Messieurs Jean-Yves ALBERT (Président), Jean-Jacques FERRE et Dominique SERIN

Destinataires :

Monsieur le Préfet de la Vendée

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes

Conclusions motivées et avis, demande de dérogation exceptionnelle aux espèces et habitats protégés

Sommaire

| | | |
|-----|---|---|
| 1. | Généralités | 3 |
| 1.1 | Objet de la demande de dérogation..... | 3 |
| 1.2 | Appréciation des documents proposés..... | 3 |
| 1.3 | Appréciation des impacts du projet sur les espèces protégées..... | 4 |
| 1.4 | Prise en compte de l'environnement..... | 4 |
| 2. | Déroulement de l'enquête | 4 |
| 2.1 | Information du public | 4 |
| 2.2 | Observations du public et des personnes publiques associées et consultées ` | 5 |
| 3. | Conclusions Motivées et avis de la Commission d'enquête | 5 |
| 4. | Formalisation de l'avis..... | 6 |

1. GENERALITES

Le projet d'aménagement de la RD 938 Ter s'inscrit dans le Sud-Est du département de la Vendée, sur un axe structurant reliant la commune de Fontenay-le-Comte à L'Île-d'Elle, en continuité vers le département de la Charente-Maritime. Cet itinéraire constitue un maillon du réseau routier départemental, assurant la liaison entre le bassin de vie et d'emplois de Fontenay-le-Comte et les territoires du Sud Vendée ainsi que de l'arrière-pays rochelais.

Le projet consiste en l'aménagement de la RD 938 Ter avec la création de 10 créniaux de dépassement complétés par la mise en œuvre de 12 carrefours de type tourne-à-gauche sécurisés et de 2 giratoires ainsi que l'aménagement de la traversée de l'Île d'Elle.

Par décision E 25000241/85 en date du 18 novembre 2025, le Président du tribunal administratif de Nantes, a désigné, pour la conduite de l'enquête publique unique, une commission d'enquête. Cette commission est composée de : Monsieur Jean-Yves ALBERT, en qualité de Président ; Monsieur Jean-Jacques FERRE, et Monsieur Dominique SERIN en qualité de membres titulaires, Madame Anne-Claire MAUGRION en tant que membre suppléante.

Le préfet de la Vendée, par arrêté n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025, a organisé l'enquête publique unique portant sur :

- L'utilité publique du projet d'aménagement de la RD 938 Ter,
- La mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-le-Comte, de Velluire, de Vix et de l'Île-d'Elle,
- Le classement et déclassement des voies concernées par l'opération,
- La demande d'autorisation environnementale,
- La demande de dérogation relative aux espèces et aux habitats protégés.

L'enquête publique unique s'est déroulée du lundi 26 janvier 2026 à 9h00 (heure d'ouverture de l'EP) au mercredi 25 février 2026 à 17h00 (heure de clôture de l'EP). Pendant toute la durée de l'EP le public a pu déposer ses observations ou propositions sur les registres d'EP déposés en Mairies, sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête, par courriel à l'adresse dédiée ou par courrier adressé au siège de l'enquête.

Le rapport est commun aux cinq objets de cette enquête. En revanche, il est établi cinq conclusions. Le présent document concerne uniquement les conclusions motivées et avis sur la demande de dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés au titre des articles L. 411-1 et L. 411-2 du Code de l'environnement.

1.1 Objet de la demande de dérogation

Dans le but d'éviter la disparition d'espèces animales et végétales sur le territoire national la réglementation impose des mesures de protection de nombreuses espèces de la faune et de la flore sauvages en raison d'un intérêt scientifique particulier ou de nécessités de la préservation du patrimoine biologique.

Le dossier de demande de dérogation des espèces protégées liste de manière exhaustive toutes les espèces patrimoniales concernées par le projet, les incidences sur leurs habitats naturels et sur la flore. Il décrit de manière précise et pour chaque espèce, les mesures d'évitement, réduction et compensation de son impact.

1.2 Appréciation des documents proposés

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions du Code de l'environnement, à cet effet 3 formulaires CERFA ont été déposés afin de répondre à la réglementation.

Le dossier de demande de dérogation vise à démontrer que le projet présenté répond à un intérêt public majeur. Il permet notamment :

- D'améliorer la sécurité publique et les conditions de circulation et d'accès ;
- D'opter pour une solution optimale : le choix retenu est celui qui présente le moins d'impacts négatifs sur le milieu naturel, en particulier pour les zones sensibles abritant des espèces protégées ;
- De maintenir, voire d'améliorer, l'état de conservation des populations d'espèces protégées concernées, grâce à des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de compensation adaptées.

Mesures mises en place : Les mesures d'évitement et de réduction prévues permettent de limiter les impacts des travaux et aménagements sur les espèces végétales et animales protégées. Ces impacts sont par ailleurs réduits au maximum, car le projet s'intègre principalement en extension de voirie existante. Certaines espèces (comme les mammifères dont les chauves-souris, les reptiles ou l'avifaune) pourront se replier vers des milieux naturels comparables, proches des emprises du projet (zones d'évitement ou créées en compensation).

Mesures compensatoires : Le Département s'engage également à mettre en œuvre, sur les sites dont il a la propriété foncière, des actions écologiques favorables à l'ensemble des espèces protégées impactées par le projet.

1.3 Appréciation des impacts du projet sur les espèces protégées

Le secteur concerné par le projet d'aménagement est déjà traversé par l'axe routier en fonctionnement, au sein duquel la présence d'espèces protégées a été identifiée. Le tracé de cet axe ne sera pas modifié à l'issue des travaux et les niveaux de trafic attendus demeureront globalement inchangés. Dans ces conditions, le projet ne devrait pas entraîner d'aggravation notable des pressions exercées sur les espèces concernées ni sur leurs habitats par rapport à la situation actuelle.

Toutefois, cette appréciation doit être nuancée au regard des incidences potentielles liées à la phase de travaux, susceptibles de générer des perturbations temporaires (bruit, destruction ou altération d'habitats, dérangement des espèces). Des mesures adaptées d'évitement et de réduction, sont prévues et proportionnées aux enjeux identifiés.

1.4 Prise en compte de l'environnement

L'analyse du projet au regard des enjeux relatifs à la faune et la flore montre une diversité et une richesse certaine malgré la présence de l'axe routier. Le tracé s'est attaché à éviter de nouvelles incidences sur le site Natura 2000 du Marais Poitevin. Les créneaux de dépassement en surlargeur ont été judicieusement positionnés afin de limiter les impacts négatifs sur les zones humides, la faune et la flore.

Le dossier présenté répond à ce contenu, les éventuels impacts apparaissent maîtrisés et proportionnés aux regards des bénéfices attendus.

2. DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2.1 Information du public

La publicité réglementaire de l'enquête a été mise en œuvre en application de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025.

- **Presse :** l'avis d'ouverture de l'EP a été publié par annonce légale dans les quotidiens « Ouest France » et « l'écho de l'Ouest » les 9 et 30 janvier 2026

- **Internet** : l'avis d'ouverture de l'EP a été consultable sur le site internet des services de l'Etat en Vendée à l'adresse : www.vendee.gouv.fr et sur le site internet du registre dématérialisé : www.registre-dematerialise.fr/
- **Affichage** : l'avis d'ouverture de l'EP a été affiché, quinze jours avant son ouverture et pendant toute la durée de celle-ci, dans les communes concernées. Le Maître d'ouvrage a également procédé à l'affichage de l'avis d'EP sur 51 sites dans le périmètre de l'opération. Cette formalité a été constatée le 12 janvier 2026 par Maître Julien Bouquet Huissier de Justice.

Le dossier complet (papier et version numérique) a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Celui-ci a eu toute latitude pour faire valoir ses observations, propositions ou contre-propositions tant sur les registres papiers, registre numérique que par courriel ou courrier postal.

2.2 Observations du public et des personnes publiques associées et consultées`

Les observations recueillies au cours de l'enquête publique relative à l'environnement sont restées limitées, le concept d'environnement a été cité dans son sens générique le plus large. En fait une seule personne a déposé une observation défavorable arguant que « cet aménagement est totalement inutile et dangereux pour les habitants, le climat, la biodiversité... »

En ce qui concerne les observations relatives à la demande de dérogation des espèces et habitats protégés aucune déposition n'a été formulée sur les registres d'enquête. De ce fait, cette dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés n'a pas été évoquée dans le mémoire en réponse du maître d'ouvrage remis à la commission d'enquête le 17 mars 2026.

Les avis des personnes publiques associées et consultées n'ont fait apparaître aucune opposition de principe, sous réserve de recommandations techniques ou réglementaires, intégrées ou appelées à l'être dans les suites du projet et n'ont pas remis en cause le principe ni la portée des adaptations proposées.

3. CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La Commission d'enquête, ayant rédigé son rapport après avoir pris en compte l'ensemble des pièces du dossier soumis au public par le Département de la Vendée, les observations des Personnes Publiques Associées et Consultées, les résultats de l'enquête consignés dans les registres déposés en mairies, est en mesure de conclure et de donner un avis motivé.

Au vu de l'ensemble des éléments du dossier, la Commission d'enquête considère que :

- l'enquête s'est parfaitement déroulée conformément à la réglementation,
- l'information du public a été parfaitement effectuée,
- le dossier d'enquête était complet,
- l'impact du projet sur les espèces et habitats protégés est maîtrisé et ne remet pas en cause leur état de conservation,
- s'agissant d'une enquête publique unique traitant de plusieurs thématiques, les registres de l'enquête publique ne comportent aucune opposition de principe exprimée à la demande de dérogation relative à la protection des espèces et habitats protégés au titre des articles L. 411-1 et 2 du Code de l'environnement.

Nota : la Commission d'enquête a émis un avis favorable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet objet de l'enquête unique.

4. FORMALISATION DE L'AVIS

En conséquence, la Commission d'enquête émet un « AVIS FAVORABLE » à la demande de dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés telle que présentée dans le dossier soumis à enquête publique.


Fait à La Roche sur Yon le 25 mars 2026

Le Président de la Commission d'Enquête



Jean-Yves ALBERT

Les Commissaires Enquêteurs



Jean-Jacques FERRE



Dominique SERIN